

L'UE ne devra pas temporiser si elle décide d'ouvrir les négociations

mardi 31 août 2004

AFP - 31/08/2004

Le commissaire européen Guenter Verheugen chargé de l'élargissement a laissé entendre mardi à Bruxelles que l'UE devra commencer dès 2005 les négociations d'adhésion avec la Turquie, si les dirigeants européens donnaient leur feu vert à ce processus en décembre 2004.

Les dirigeants européens se sont engagés à ce que l'UE entame « sans délai » les négociations avec Ankara dès qu'ils auront officiellement constaté que la Turquie satisfait aux critères d'adhésion à l'UE, a rappelé M. Verheugen devant la commission des Affaires étrangères du Parlement européen.

Pour M. Verheugen, ce « sans délai », qui figure dans les conclusions du sommet européen de Copenhague en décembre 2002, signifie qu'après le feu vert politique des 25, il faudra juste laisser le temps à la Commission européenne se préparer techniquement aux négociations d'adhésion, soit « quatre à six mois ».

Si les dirigeants européens donnaient le feu vert en décembre 2005, les pourparlers officiels pourraient dès lors commencer dès la mi-2005, selon le raisonnement du commissaire européen.

M. Verheugen s'est ainsi inscrit en faux contre le rapport rendu la semaine dernière à la présidence néerlandaise de l'Union européenne par un organisme consultatif.

Ce rapport recommandait à l'UE de décider en décembre 2004 de l'ouverture des négociations avec Ankara, mais de laisser un délai de 24 mois pour commencer effectivement ces pourparlers, en laissant le temps au gouvernement turc de continuer la mise en place des réformes adoptées dans les derniers mois.

Les dirigeants européens doivent se prononcer lors d'un sommet le 17 décembre à Bruxelles sur l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE.

Ils se prononceront sur la base d'un rapport de la Commission européenne qui sera rendu public le 6 octobre prochain, et qui dira si la Turquie remplit ou non les critères d'adhésion notamment en matière de droit de l'homme.

M. Verheugen a promis un rapport « objectif et équitable », préparé par des experts de la Commission à l'abri des « pressions politiques ».

« Je n'ai pas encore d'opinion définitive sur la question », a-t-il ajouté, en expliquant qu'il allait se rendre lui-même en Turquie dans les prochains jours pour se rendre compte sur le terrain de l'évolution des choses.

M. Verheugen a par ailleurs démenti que les dirigeants européens aient accordé « en 3 minutes » et sans débat à la Turquie le statut de candidat officiel à l'UE, lors du sommet d'Helsinki en 1999, comme cela est régulièrement rapporté.

Il s'agit « d'une légende », a affirmé M. Verheugen, qui a expliqué qu'un débat de 4 heures avait eu lieu au premier jour du sommet, avant qu'il ne soit décidé d'envoyer sur le champ Guenter Verheugen et Javier

Solana en émissaires auprès du gouvernement turc.

Après le retour de M. Verheugen et M. Solana, un nouveau débat de 2 heures a eu lieu entre les dirigeants européens avant que la décision d'octroyer le statut de candidat ne soit formellement prise, a indiqué M. Verheugen.

« Aucun pays » candidat à l'entrée dans l'UE « n'a fait l'objet de débats aussi long » au sein des instances européennes, a assuré M. Verheugen. « Accuser de légèreté le Conseil européen (qui rassemble les dirigeants de l'UE) est infondé », a-t-il souligné.